

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/201

11 avril 2000

(00-1461)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

PHILIPPINES – DEMANDE PRÉSENTÉE AU TITRE DE L'ARTICLE 5:3 DE L'ACCORD SUR LES MIC: RÉPONSES AUX QUESTIONS ÉCRITES DU JAPON

La Mission permanente des Philippines a fait parvenir au Secrétariat la communication suivante.

1. Toute prorogation doit être limitée au minimum requis pour éliminer progressivement les MIC. Veuillez indiquer pourquoi votre gouvernement a estimé que la durée spécifique de la prorogation demandée était nécessaire.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, les Philippines estiment que, s'il n'y avait pas eu contraction du marché au début de 1997 et si les niveaux de 1996 avaient continué à augmenter de 15 pour cent par an, ce qui est un taux réaliste, l'élimination progressive des MIC d'ici au 1^{er} janvier 2000 n'aurait pas posé grand problème. Cependant, d'après les estimations de la branche de production, pour parvenir au volume de ventes atteint en 1996 - 162 000 voitures de tourisme et véhicules utilitaires -, il faudrait que le marché actuel s'accroisse de 15 pour cent par an durant les dix prochaines années. Avec un accroissement de 30 pour cent par an, ce volume de ventes pourrait être atteint en cinq ans. Il convient cependant de rappeler que, même pendant la période faste de 1990 à 1996, le marché ne s'est accru que de 20 pour cent par an.

C'est dans ce contexte que les Philippines ont jugé bon de demander une prorogation de cinq ans.

2. En partant de l'hypothèse qu'une prorogation de la période de transition sera accordée, veuillez exposer en détail le calendrier l'élimination (y compris les mesures juridiques qui s'imposent) qui, à terme, conduira à la suppression des MIC. À cet égard, veuillez noter que, pour le Japon, même si une prorogation était accordée cette fois-ci, il ne devrait y en avoir aucune autre.

La demande des Philippines, telle qu'elle a été présentée au Conseil du commerce des marchandises, ne prévoit pas de calendrier d'élimination conduisant à la suppression des MIC à la fin de la période de transition prorogée.

En ce qui concerne l'opinion formulée dans la deuxième phrase, les Philippines ne sont pas actuellement en mesure de déterminer si le maintien des MIC dans le secteur automobile serait ou non nécessaire dans le futur pour garantir le maintien du programme de promotion des véhicules automobiles des Philippines. À cet égard, elles peuvent seulement noter qu'il leur faudrait là encore obtenir le consentement des Membres pour continuer à appliquer les MIC dans le secteur automobile au-delà de la période de prorogation qui sera peut-être accordée cette fois.